

Chine : l'émergence d'un pôle



<http://dunod.link/4wd4j4z>

Vers une puissance fédératrice ?

Pleinement engagée désormais dans la compétition commerciale avec les États-Unis, la Chine tente de structurer autour d'elle un groupe d'États amis. Elle entend aussi proposer un modèle international différent de celui des systèmes d'alliances. Économique et technologique, la rivalité entre Pékin et Washington se fait de plus en plus politique.

L'année 2019 aura été marquée par les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, mais aussi par la persistance de divergences profondes entre les deux pays sur des enjeux traditionnels en Asie-Pacifique (Taïwan, mer de Chine du Sud, péninsule coréenne, notamment). Alors que Pékin et Washington se répondent sur chaque différend, et que la rivalité économique, technologique et géostratégique s'installe, la Chine ne cherche plus seulement à consolider son statut de puissance : elle s'applique à fédérer un nombre croissant de pays et d'institutions internationales à travers ses positions, initiatives et concepts.

« Élargir le cercle d'amis de la Chine » en Asie et dans le monde est devenu un objectif pour la Chine, comme l'a annoncé officiellement Xi Jinping dans son discours du Nouvel an 2019. De fait, même si certains projets chinois se sont heurtés à des obstacles significatifs au cours de l'année écoulée aux États-Unis et dans certains pays d'Europe (critiques sur la viabilité économique du projet dit des Nouvelles routes de la soie, perte de marchés pour l'entreprise Huawei), d'autres pays – tel que la Russie – demeurent relativement ouverts aux initiatives chinoises. La compétition Chine/États-Unis entraîne une polarisation croissante du monde, où les choix des pays tiers – économiques, technologiques ou institutionnels – prennent une connotation de plus en plus géopolitique. Dans ce contexte, Pékin multiplie les initiatives à destination d'un large nombre de pays, y compris alliés des États-Unis, créant parfois des dissensions dans l'Alliance même.

Rapprochement sino-russe

Vu de Pékin, la Russie fait sans conteste partie intégrante du cercle d'amis. Le rapprochement avec Moscou s'est renforcé progressivement depuis 2014, après l'annexion de la Crimée. Alors que les sanctions prises contre la Russie par les États-Unis et l'Union européenne (UE) impactaient les investissements occidentaux en Russie, celle-ci s'est davantage tournée vers la Chine, à tel point que la relation ne peut plus aujourd'hui être qualifiée de simple « mariage de raison ».

Les deux pays ont multiplié les exercices militaires conjoints ces cinq dernières années : Méditerranée (mai 2015), mer de Chine du Sud (septembre 2016), mer Baltique (juillet 2017) ou encore Sibérie (exercices de Vostok, septembre 2018).

En parallèle, Xi Jinping et Vladimir Poutine (que Xi qualifie désormais de « meilleur ami ») ont multiplié rencontres et marques de bonne entente. Début juin 2019, la visite de Xi Jinping en Russie à l'occasion des 70 ans des relations diplomatiques bilatérales s'est conclue sur la signature de plusieurs partenariats économiques d'envergure, au-delà de l'énergie – secteur traditionnel de coopération entre les deux pays. La coopération technologique se renforce. Après que des groupes chinois et russes des télécoms et de l'internet (Alibaba, MegaFon, Mail.ru) ont créé une société commune d'e-commerce, le groupe chinois Huawei, au centre des tensions commerciales et technologiques sino-américaines, a signé début juin 2019 un contrat avec le russe MTS pour le développement d'un réseau 5G. Si la relation reste déséquilibrée vu la différence de poids économique, les échanges commerciaux augmentent rapidement (+ 25 % en 2018, pour un total de 96 milliards d'euros selon les chiffres officiels russes) et se diversifient sectoriellement et géographiquement. Dans l'Arctique, la coopération entre les deux pays se renforce : début 2019, le gazier russe Novatek s'est associé au groupe chinois CNPC pour y développer un chantier majeur d'extraction de gaz naturel liquéfié.

Un positionnement alternatif à l'alliance occidentale

La coopération sino-russe s'est également renforcée au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Au sommet de juin 2018, les huit pays de l'OCS – et en premier lieu la Chine et la Russie – avaient exposé leur unité, soulignant volontairement le contraste avec le sommet du G7 qui s'était tenu quelques jours plus tôt, sur fond de tensions entre les États-Unis et leurs partenaires européens. Les positions de Moscou et de Pékin sont souvent alignées sur les principales crises internationales – Iran, Venezuela, Corée du Nord, Soudan, Syrie –, en opposition avec la majorité des positions américaines et de leurs alliés.

De manière générale, l'analyse de la participation aux forums et sommets que la Chine organise confirme que Pékin n'est pas isolé, et que son « cercle d'amis » se consolide progressivement, formant un regroupement de pays différents de ceux réunis par l'alliance occidentale. Ainsi, à l'édition 2018 du Xiangshan Forum à Pékin – forum de sécurité organisé par la Chine et perçu comme une alternative non occidentale au dialogue de Shangri-La à Singapour –, la Russie était largement représentée, mais aussi la Corée du Nord.

Au-delà des projets d'infrastructures, le label « Nouvelle route de la soie » (Belt and Road Initiative) est considéré par les autorités chinoises comme utile pour rallier sur le sol chinois un nombre croissant de chefs d'États et d'acteurs internationaux à leur initiative. Le second sommet dit des Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Forum), à Pékin, fin avril 2019, a été l'occasion pour la Chine de rassembler 37 chefs d'État et de gouvernement, soit huit de plus que l'édition précédente (mai 2017), nonobstant des résultats concrets limités. Un groupe hétérogène de pays y était représenté au plus haut niveau : de la Serbie à la Grèce, en passant par le Chili, le Pakistan ou l'Éthiopie.

La diplomatie chinoise cherche aujourd'hui à constituer un groupe aussi large que possible de pays amis, avec une approche comptable, affichant régulièrement le nombre des pays soutenant – de près ou de loin – ses initiatives (nombre de pays ayant rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), ayant signé un accord-cadre sur les Nouvelles routes de la soie, etc.).

Un « nouveau modèle de coopération de défense »

La Chine s'oppose officiellement au concept d'« alliance », proposant pour le dépasser un « nouveau modèle de coopération de défense¹ » (ou un « nouveau type de partenariat de sécurité² »). Si la Chine n'a jamais adhéré au concept d'alliance depuis la création de la République populaire de Chine et l'ère de Mao Zedong, elle le rejette plus explicitement encore sous la présidence de Xi Jinping que sous celle de son prédécesseur Hu Jintao (2002-2012). La Chine considère comme illégitime l'actuelle architecture de sécurité de la région, notamment la présence américaine en Asie-Pacifique, et manifeste avec Xi Jinping sa volonté de restructurer la région et le monde dans une direction post-alliance. Pékin ne projette pas de signer de traité d'alliance dans les années à venir, mais de consolider de manière plus informelle son cercle de pays amis. Elle engage ce processus de restructuration pas à pas, en renforçant la coopération économique et de défense en premier lieu avec des pays qui ne font pas partie du système des alliances – telle la Russie, avec qui la relation est officiellement basée sur un « principe de non-alliance » –, mais aussi, et de plus en plus, en s'adressant à des partenaires et alliés des États-Unis.

La compétition des systèmes économiques et politiques

La compétition entre États-Unis et Chine n'est pas seulement technologique et géostratégique, elle est aussi politique, et la Chine n'hésite plus à se positionner comme une référence pour le monde. Si ce positionnement est traditionnel pour les États-Unis, il est relativement nouveau pour la Chine : depuis l'arrivée de Xi Jinping à la présidence en mars 2013, la politique étrangère chinoise développe un discours plus internationaliste que sous la présidence de Hu Jintao. Les Nouvelles routes de la soie sont destinées à « construire une communauté de destin pour l'humanité », selon Xi Jinping (2^e Forum des Nouvelles routes de la soie, avril 2019).

Au-delà du discours, la compétition technologique et d'infrastructures oriente, consciemment ou non, certains pays tiers vers un système de gouvernance particulier. Ainsi, lorsque la Chine encourage la construction de zones économiques spéciales (ou parcs industriels) dans un nombre croissant de pays, elle le fait selon sa propre expérience de développement de telles zones sur son territoire depuis l'ère de réforme et d'ouverture de Deng Xiaoping lancée en 1978. De même, lorsqu'elle se positionne comme fournisseur de *smart cities*, elle prend pour exemple le modèle de gestion urbaine, de surveillance des citoyens et de gestion des données développé sur son propre territoire. Si ce modèle effraie certains pays (d'Europe, par exemple),

1. Allocution du général Ci Guowei, Dialogue de Shangri-La, Singapour, juin 2019.

2. Communication de Xi Jinping, Xiangshan Forum, Pékin, octobre 2018.

il en attire d'autres (Kenya, Éthiopie, notamment), et la Chine parvient à développer dans certains pays (Serbie – où Huawei développe un système de Smart/Safe City à Belgrade) des infrastructures particulièrement décriées dans d'autres. Ainsi, la compétition d'offres d'infrastructures et de technologies s'inscrit dans une compétition plus large entre systèmes politiques, au résultat encore incertain.

Même si Washington et Pékin parvenaient à trouver un accord sur les questions commerciales, cet accord ne marquerait pas la fin de la rivalité Chine/États-Unis, qui est liée à de profondes divergences de vues non seulement économiques, mais aussi géostratégiques, institutionnelles et conceptuelles.

Dans le contexte de tensions renforcées, la Chine tente de rallier un nombre croissant de pays à ses initiatives, ses concepts, mais aussi à son système de gouvernance, et ses idéaux. Il est trop tôt pour évaluer la robustesse du cercle d'amis de Pékin. Le système des alliances demeure structurant dans la région Asie-Pacifique et au-delà, et se renouvelle sous de nouveaux formats, tel celui de la stratégie Indo-Pacifique, qui rassemble plusieurs alliés des États-Unis – dont le Japon, l'Inde ou la France. Toutefois, les initiatives et déclarations chinoises permettent de prendre acte de son objectif de long terme : restructurer, d'ici 2050, l'Asie-Pacifique, et le monde, selon un système de partenariats flexibles qu'elle aurait développés, et non plus suivant un système d'alliances structuré par les États-Unis.

Assurément, 2019 aura été l'année de l'installation de la rivalité Chine/États-Unis. Un certain nombre de pays ont commencé à se placer, soit du côté des États-Unis, soit du côté de la Chine ; mais il est probable que la Chine continuera, dans les années à venir, à entretenir un certain flou stratégique dans ce contexte de polarisation, proposant ses initiatives et offres technologiques à un maximum de pays – alliés ou non des États-Unis.

À terme, la capacité de la Chine à consolider son cercle d'amis dépendra de multiples facteurs – la santé de son économie, la compétitivité de son offre technologique, sa crédibilité à se positionner comme exemple pour les pays en développement –, mais aussi de la capacité d'autres pays – États-Unis, pays européens – à rester compétitifs dans ce contexte.

A. E.

Pour en savoir plus

- D. Auerswald, « China's Multifaceted Arctic Strategy », War on the Rock, 24 mai 2019.
- A. Ekman, « China's "New Type of Security Partnership" in Asia and beyond: A Challenge to the Alliance System and the "Indo-Pacific" Strategy », Elcano Royal Institute, 26 mars 2019.
- D. Trenin, « China, Russia and the United States Contest a New World Order », East Asia Forum, 5 mai 2019.